

## **GE\_GERICHTE A/3271/2016 vom 10. November 2016**

GE Cour de justice, 2016-11-10, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_A\\_3271\\_2016](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_3271_2016)

FR: GE\_GERICHTE A/3271/2016 du 10 novembre 2016

IT: GE\_GERICHTE A/3271/2016 del 10 novembre 2016

### **Regeste**

RETARD INJUSTIFIE | LP.17.2

### **Volltext**

Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre de surveillance en matière de poursuite et faillites 10.11.2016 A/3271/2016

RETARD INJUSTIFIE | LP.17.2

A/3271/2016 DCSO/360/2016 du 10.11.2016 ( PLAINT ) , SANS OBJET Descripteurs : RETARD INJUSTIFIE Normes : LP.17.2 Par ces motifs RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/3271/2016-CS DCSO/360/16 DECISION DE LA COUR DE JUSTICE Chambre de surveillance des Offices des poursuites et faillites DU jeudi 10 novembre 2016 Plainte 17 LP (A/3271/2016-CS) formée en date du 27 septembre 2016 par A\_\_\_\_\_. \* \* \* \* \* Décision communiquée par courrier A à l'Office concerné et par pli recommandé du greffier du 14 novembre 2016 à : - A\_\_\_\_\_ - Office des poursuites . Vu, EN FAIT , la réquisition de continuer la poursuite n° 15 xxxx23 W formée le 27 novembre 2015 par A\_\_\_\_\_ à l'encontre de B\_\_\_\_\_ ; Attendu que par acte expédié le 27 septembre 2016, la créancière s'est plainte d'un retard injustifié dans le traitement de sa réquisition de continuer la poursuite et a sollicité que la Chambre intervienne auprès de l'Office des poursuites (ci-après : l'Office), afin que le procès-verbal de saisie soit dressé; Que dans le délai imparti pour répondre, l'Office a établi le procès-verbal de saisie qu'il a adressé à la créancière; Considérant, EN DROIT , que la Chambre de surveillance est compétente pour statuer sur les plaintes formées en application de la LP (art. 13 LP; art. 126 al. 2 let. c LOJ; art. 6 al. 1 et 3 et 7 al. 1 LaLP) contre des mesures non attaquables par la voie judiciaire ou, comme en l'espèce, pour un retard injustifié (art. 17 al. 1 et 2 LP); Qu'en tant que poursuivante, la plaignante a qualité pour se plaindre d'un retard injustifié et que sa plainte satisfait aux exigences minimales de forme (art. 9 al. 1 et 2 LaLP); elle est donc recevable; Qu'aux termes de l'art. 89 LP, l'Office, après réception de la réquisition de continuer la poursuite, procède sans retard à la saisie ou y fait procéder par l'office du lieu où se trouvent les biens à saisir; Qu'en l'espèce, le laps de temps qui s'est écoulé entre la réception de la réquisition de continuer la poursuite et l'établissement du procès-verbal de saisie est constitutif d'un retard injustifié; Que cela étant, ledit procès-verbal ayant entretemps été notifié, la plainte est devenue sans objet, ce qu'il y a lieu de constater; Que la procédure est gratuite. \* \* \* \* \* PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : A la forme : Déclare recevable la plainte formée le 27 septembre 2016 par A\_\_\_\_\_ pour retard injustifié dans la poursuite n° 15 xxxx23 W. Au fond : Constate que la cause est devenue sans objet en cours de procédure. Raye la cause A/3271/2016 du rôle. Siégeant : Madame Florence KRAUSKOPF, présidente; Madame Natalie OPPATJA et Monsieur Denis KELLER, juges assesseur(e)s; Madame Véronique PISCETTA, greffière. La présidente :

Florence KRAUSKOPF La greffière : Véronique PISCETTA Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.